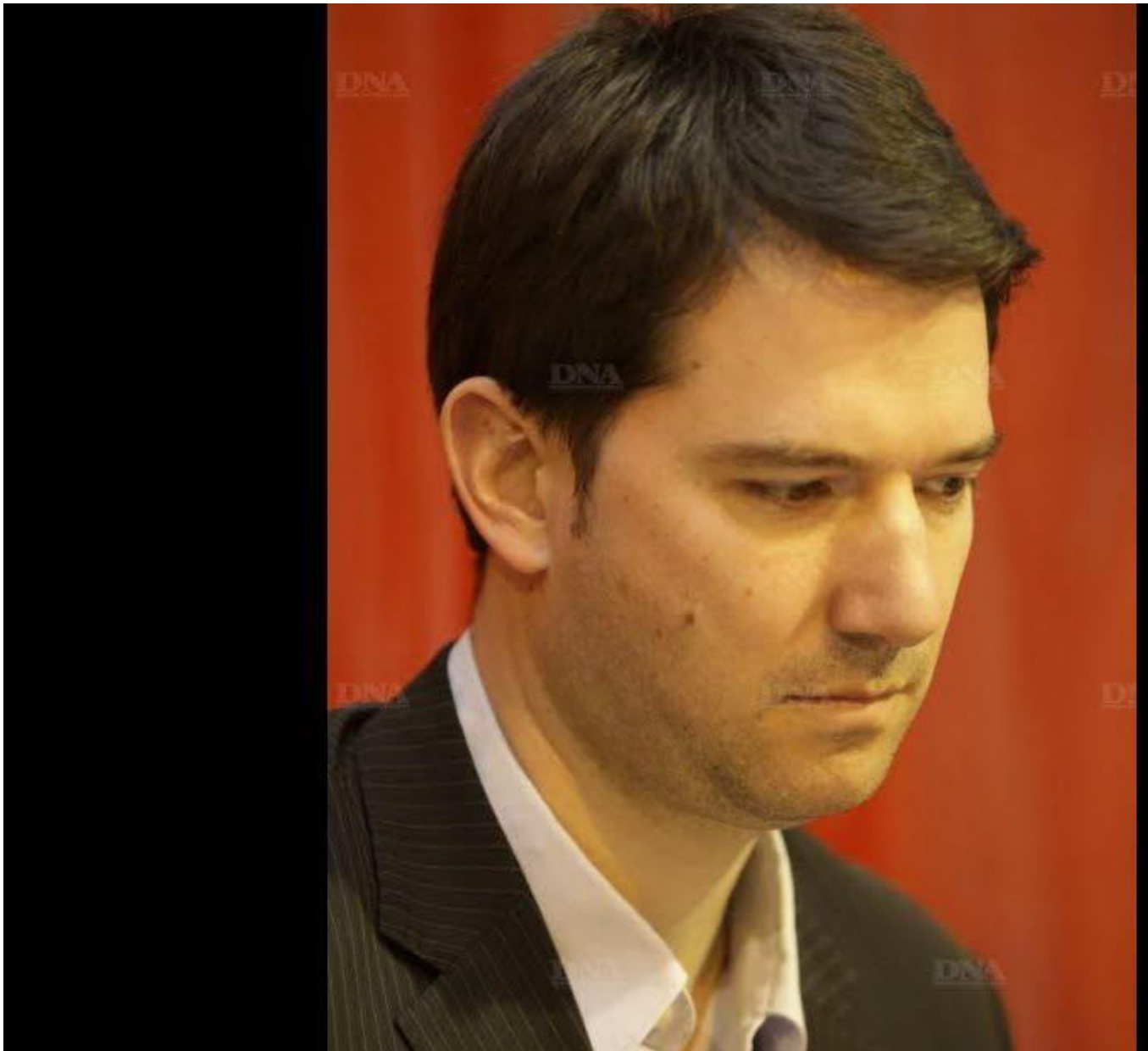


Le 18 mars 2018

## **Athlétisme - AG de la Ligue du Grand Est à Reims, Rémi STANGRET claque la porte.**

**Chahuté en assemblée générale, hier à Reims, le président alsacien a déclaré, à la surprise générale, mettre fin à sa mission au 1er avril.**



Rémi STANGRET jette l'éponge 17 mois après son élection.

Ce n'est pas un poisson d'avril avant l'heure. Il fallait rester jusqu'à l'extinction des feux, hier au CREPS de Reims, pour avoir la primeur de la plus importante information du jour. Alors que les représentants des 185 clubs présents étaient en train de se lever pour quitter les lieux,

Rémi STANGRET a effectivement lâché la bombe, micro en main : au 1er avril, il démissionnera de son poste de président. Le temps d'expédier les affaires courantes.

### **La fronde marnaise**

Il faut dire que durant le début des travaux, dans la matinée, l'Alsacien de 37 ans, élu sans surprise en novembre 2016 après l'invalidation de la liste présentée par le Rémois Gilbert Marcy, avait été poussé dans ses retranchements par son principal opposant et l'empêcheur de tourner en rond en chef hier, soutenu par le président de son club de l'EFS Reims, Eric BERTHOMIER.

Le travail de sape avait commencé la veille lors de l'AG du comité Marne, à Châlons, elle aussi tendue. Rémi STANGRET savait donc à quoi s'en tenir, surtout au vu des échanges de courriers de ces dernières semaines. L'approbation des comptes de l'exercice clos (approuvé avec 63,62% des suffrages) et celle du budget prévisionnel de l'exercice (approuvé à 56,12%) ne s'étaient pas faites sans que les voix divergentes se fassent entendre.

Le Marckolsheimois avait lui-même donné le ton dès l'entame en rendant « caduque » le point 12 de l'ordre du jour, établi par le comité directeur, à savoir celui de « la proposition de salariat pour la fonction présidentielle » (qu'il ne pouvait pas enlever de la liste), qu'il savait ultra-sensible. Et qui a valu, le moment venu, une intervention de Daniel ARCUSET, vice-président délégué de la Fédération chargé de la gouvernance, qui faisait écho à un courrier envoyé à tous les clubs il y a quelques jours.

Ce dernier a mis en avant « un certain nombre de problématiques juridiques, de manière neutre, sans vouloir faire de l'ingérence dans les affaires de la Ligue », qui pouvait mener à « un conflit d'intérêts ».

Rémi STANGRET a répondu avoir toujours eu une position « extrêmement claire » sur le sujet, que la Ligue avait « structurellement besoin d'un poste de direction », mais que celui-ci ne pouvait pas déboucher sur « l'embauche d'un élu », propos pas vraiment en adéquation avec l'intitulé du fameux point 12.

### **« C'est allé trop loin à cause d'une ou deux personnes »**

Au-delà de cet élément litigieux, la politique mise en place depuis dix-sept mois par la nouvelle équipe a suscité pas mal d'interrogations, résumées par l'intervention de Badr HABDOUS, du club de l'A2M (Metz) et président de la section locale de Woippy. « Il me semble que les clubs sont hors-jeu. Quel est le fonctionnement essentiel de la Ligue ? Accompagner les clubs ou bien être une structure écrasante ? »

Des questionnements restés en suspens – « parce que je ne voulais pas donner le sentiment de me défendre, d'attaquer ou de contre-attaquer » –, mais qui auront sûrement éprouvé la ténacité d'un président mis sur le gril et qui a donc fini par jeter l'éponge.

« J'étais là pour apporter de la sérénité, mais c'est allé trop loin à cause d'une ou deux personnes. Ce n'est pas un soulagement, mais ça y ressemble », a conclu Rémi STANGRET.

Le comité directeur de la LARGE va devoir lui trouver un successeur dans les semaines à venir.

